



Etablissement public
du Marais poitevin

PITE 2013 : Programmation complémentaire

confidentiel

Conseil d'administration du 15 octobre 2013



Programmation complémentaire du PITE 2013
--

Rappel

Montant total de la subvention PITE déléguée à l'EPMP par l'Etat en 2013 : 1 565 000€

Montant du reliquat 2012 reporté en 2013 : 243 911€

Montant total disponible pour la programmation du PITE 2013 par l'EPMP : 1 808 911€

Récapitulatif des dossiers programmés à l'issue du CA du 26 mars 2013

Objectif du PITE	Nombre de dossiers	Montant programmé
Objectif 1 : EAU	2	74 520 €
Objectif 3 : BIODIVERSITE	20	507 941 €
TOTAL programmé	22	582 461 €

Examen des dossiers à programmer lors du CA du 15 octobre

Le montant total disponible pour une nouvelle phase de programmation du PITE par le CA est de : **1 244 450 €**, compte tenu d'une déprogrammation de 18 000€ survenue depuis le CA du 26 mars 2013.

L'ensemble des demandes de subvention qui ont été déposées auprès de l'EPMP sont regroupées par axe (eau ou biodiversité) dans le tableau récapitulatif porté en annexe du présent document.

Deux hypothèses de programmation sont aujourd'hui envisageables selon que le PITE sera mobilisé ou non pour le financement des réserves de substitution. Le choix sera fait en fonction notamment de la suite qui sera donnée au moratoire actuellement en vigueur sur le financement public de ces infrastructures.

HYPOTHESE 1 : PARTICIPATION DU PITE AU FINANCEMENT DES RESERVES DE SUBSTITUTION

Le montant total des demandes, qui s'élève à **1 276 985 €**, est supérieur de **32 535 €** par rapport au montant total disponible. Il est donc proposé de « programmer sous réserve de disponibilité » le dossier 2013-109, d'un montant total de **45 316 €**, porté par le SYHNA et relatif au PAPI du Nord-Aunis, qui ne présente pas un caractère d'urgence pour 2013. Le montant total programmé s'élèverait donc à **1 231 669 €**, soit **99 %** du montant disponible.

HYPOTHESE 2 : PAS DE PARTICIPATION DU PITE AU FINANCEMENT DES RESERVES DE SUBSTITUTION

Le montant total des demandes se réduit ainsi à **753 028 €**, ce qui permet de programmer l'ensemble des dossiers déposés. Le reliquat disponible s'élèverait à **491 422 €** et pourrait être mobilisé par l'EPMP pour la constitution de réserves foncières.

**Récapitulatif des demandes déposées auprès de l'EPMP pour un examen lors du CA du
15 octobre 2013 :**

Objectifs du PITE	Numéro de dossier	Intitulé de la demande	Bénéficiaire	Montant demandé
Objectif 1 : Gestion de l'eau	2013-102	Restauration des barrages du Nouveau Béjou et de la Rabatière	IIBSN	449 277,40€
	2013-103	Restauration des portes à la mer du Curé	SYHNA	51 200,00€
	2013-106	Restauration des vannes de la Cale du Port et du Port du Gué	ASA de l'Île d'Elle	20 800,00€
	2013-107	Restauration des berges en aval du pompage de la Grande Cabane	ASA de Vix	10 500,00€
	2013-108	PAPI Nord-Aunis : étude de faisabilité automatisée d'ouvrages	SYHNA	4 320,00 €
	2013-109	PAPI Nord-Aunis : outil de mesures des niveaux d'eau	SYHNA	45 316,00€
	2013-110	PAPI Nord-Aunis : simulation d'inondation des cours d'eau de Marans	SYHNA	53 820,00€
	2013-111	Réserves de substitution du bassin de la Vendée (2 réserves)	SMVSA	458 424,82€
	2013-112	Réserve de substitution du bassin du Lay (1 réserve)	SMMP Lay	65 531,97€
TOTAL GESTION DE L'EAU				1 159 190,19€
Objectif 3 : Gestion de la biodiversité	2013-321	Contrat Natura 2000 communal de Nalliers	Mairie	37 112,19€
	2013-322	Contrat Natura 2000 site de Landelène	CEN PCh	8 543,50€
	2013-323	Acquisition foncières de sites remarquables (20 ha)	CEN PCh	31 591,00€
	2013-324	Suivi de la migration du Phragmite aquatique en Baie de l'Aiguillon	LPO	10 777,00€
	2013-325	Acquisition foncière Cuvette de Nuaillé	EPMP	29 771,81€
TOTAL GESTION DE LA BIODIVERSITE				117 795,50€
TOTAL GENERAL DES DEMANDES DE SUBVENTION				1 276 985,69€

L'introduction de règles de conditionnalité dans l'attribution des aides financières a déjà été évoquée lors des précédents conseils d'administration de l'EPMP. C'est une des recommandations de la mission d'évaluation à mi-parcours du plan gouvernemental pour le Marais poitevin.

Ces règles constituent un effet levier pour faciliter les évolutions attendues sur la zone humide, en conformité avec les objectifs du SDAGE et des SAGE.

Principes généraux :

La conditionnalité des aides peut s'appliquer de diverses façons : elle peut être une condition préalable à l'octroi de l'aide ou elle peut seulement conditionner l'octroi du versement du solde, représentant en règle générale 20 % de l'aide accordée.

L'EPMP peut définir au cas par cas certaines conditionnalités, en fonction des caractéristiques du projet et de sa capacité à influencer sur le fonctionnement de la zone humide.

Quelques principes plus précis peuvent être définis en fonction des domaines d'intervention :

1. Dans le domaine de la gestion de l'eau

D'une façon générale, les aides du PITE devront faciliter tous les processus de régulation de la gestion de l'eau sur la zone humide engagés par l'EPMP : accompagner la mise en place des règlements d'eau sur les ouvrages structurants et des contrats de marais sur les casiers hydrauliques. Elles doivent aussi faciliter au recueil des données pour alimenter le système d'information sur l'eau du Marais poitevin qui se met en place.

En particulier, les travaux de restauration ou de modernisation des ouvrages structurants qui bénéficient jusqu'à présent de financements importants du PITE devront remplir les conditions suivantes :

- le projet devra s'inscrire dans le programme pluriannuel de restauration et de modernisation des ouvrages hydrauliques majeurs du Marais poitevin (cf CTMA-cadre).
- la maîtrise d'ouvrage ou l'assistance technique et administrative de l'opération est portée, sauf cas particulier, par un syndicat mixte ou l'IIBSN,
- le propriétaire et/ou le gestionnaire s'engage(nt) à communiquer les données de mesure des niveaux d'eau collectées au niveau de l'ouvrage. En fonction des caractéristiques de l'ouvrage, un dispositif de mesure automatisé peut être demandé et les données sont intégrées au SIEMP (système d'information sur l'eau du Marais poitevin),
- le projet de restauration doit justifier de la prise en compte de la continuité écologique, notamment piscicole (montaison et dévalaison),
- enfin, afin de garantir l'efficacité et le bon fonctionnement de l'ouvrage hydraulique, la restauration de l'ouvrage s'accompagne de la mise en place de règles de gestion ou d'un règlement d'eau si l'ouvrage est identifié dans la liste arrêtée par la CLE.

Ainsi, le solde de la subvention, représentant 20 % du montant total de l'aide, serait versé sur présentation du règlement d'eau ou du protocole de gestion approuvé.

2. Dans le domaine de la gestion de la biodiversité

a) La mise en œuvre des actions contractuelles et non contractuelles du DOCOB Natura 2000

Pour les contrats Natura 2000 comprenant un volet « petite hydraulique », l'octroi de l'aide financière du PITE sera conditionné par la signature d'un protocole de gestion de l'eau entre le bénéficiaire et l'EPMP. La signature du protocole permettra ainsi le versement du solde de la subvention à hauteur de 20 % du montant total des travaux.

b) Programmes de suivi et d'études de la biodiversité

D'une façon générale, la contribution du PITE à des études sur la biodiversité du marais sera accompagnée d'une obligation de publication à destination du grand public et des gestionnaires.

Par ailleurs, ces projets devront justifier, en règle générale, d'une prise en compte des préconisations issues de l'étude confiées à l'Université de Rennes 1 en 2012.

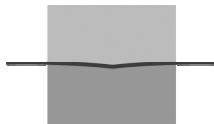
c) Acquisitions foncières à vocation conservatoire

Afin de bénéficier d'une aide financière du PITE, les interventions foncières à vocation « conservatoire » devront s'inscrire, à terme, dans la stratégie foncière définie avec les intervenants fonciers et validée par le CA de l'EPMP.

Annexe

Dossiers de demande PITE 2013

fiches synthétiques



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur :

Institution interdépartementale du bassin de la Sèvre niortaise (IIBSN)

Intitulé de l'opération :

**Restauration et modernisation des ouvrages hydrauliques - Programme 2013
Barrages du Nouveau Béjou et de la Rabatière**

Référence de l'opération : 2013-102

Contexte et objectif de l'opération :

Les barrages du Nouveau Béjou et de la Rabatière, appartenant à l'Union des marais mouillés de la Sèvre niortaise (UMM), sont inclus dans le dispositif de gestion des niveaux d'eau des marais mouillés de la Sèvre niortaise, du Mignon et des Autises. Ces ouvrages structurants participent à la régulation des biefs de Bazoin en référence aux objectifs fixés par la « convention de 1996 » et par le SAGE de la Sèvre niortaise (zones nodales).

En outre, ils sont inclus dans le dispositif de manœuvre des ouvrages en faveur de la migration piscicole, protocole expérimenté depuis 2011 pour le secteur de Bazoin.

S'agissant de barrages anciens, des dysfonctionnements ou des défaillances sont apparus ces dernières années (vétusté des vannes et des mécanismes de manœuvre, automates hors service). Des travaux de restauration et de modernisation sont nécessaires à court terme.

Objectifs :

- garantir l'application des règles de gestion fixées par la « Convention de 1996 » passée entre l'Etat et l'UMM, et leurs évolutions futures,
- respecter les objectifs fixés par le SAGE en période d'étiage (NOE) pour la zone nodale de Bazoin,
- permettre ou faciliter les conditions de franchissement piscicole dans le cadre de la gestion globale des ouvrages du secteur de Bazoin,
- préserver, voire améliorer l'attrait touristique et paysager des sites.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'IIBSN, par délégation de l'UMM, à qui revient le financement de la part non subventionnée.

Localisation du projet :

Communes :
- Damvix, 85 (barrage du Nouveau Béjou),
- La Ronde, 17 (barrage de la Rabatière).

Secteur (zone nodale) : - Bazoin (barrages du Nouveau Béjou et de la Rabatière).

Descriptif technique de l'opération :

Barrage du Nouveau Béjou :

- Travaux hydromécaniques (vannes, mécanismes de manœuvre et structure), électricité et automatismes,
- Equipement piscicole (anguilles) et dispositions de manœuvre en faveur des autres espèces.

Barrage de la Rabatière :

- Restauration des structures métalliques et remplacement des automatismes de gestion,
- Equipement piscicole (anguilles) et dispositions de manœuvre en faveur des autres espèces.

Calendrier prévisionnel :

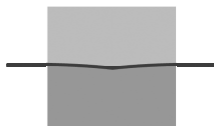
Hiver 2013 : Etude des projets
Printemps 2014 : Consultation des entreprises
Eté-Automne 2014 : Exécution des travaux

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
Missions de maîtrise d'œuvre : études de projets, contrôles d'exécution - Nouveau Béjou : 31 275,40 € - La Rabatière : 9 568,00 €	40 843,40 €
Marchés de travaux : hydromécanique, électricité, automatismes, peinture, passes à anguilles... - Nouveau Béjou : 312 754,00 € - La Rabatière : 95 680,00 €	408 434,00 €
TOTAL	449 277,40 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux	Montant en € TTC
EPMP (PITE)	80 %	359 421,92 €
Autofinancement (Union des marais mouillés)	20 %	89 855,48 €
TOTAL	100 %	449 277,40 € TTC



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur :

Syndicat Intercommunal d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion Hydraulique du Curé (SIEAGH du Curé)

Intitulé de l'opération :

Ouvrage d'évacuation à la mer des « Portes du Curé » : restauration des équipements, amélioration de la franchissabilité piscicole et confortement de la rive gauche aval

Référence de l'opération : 2013-103

Contexte et objectif de l'opération :

A la création du Syndicat intercommunal d'études, d'aménagement et de gestion hydraulique (SIEAGH) du Curé, la première action entreprise fut le doublement des portes à la mer du Curé en 1985.

Dans son plan d'amélioration des écoulements des eaux issues du bassin versant, le premier ouvrage à aménager fut donc l'ouvrage à la mer, c'est-à-dire l'ouvrage le plus en aval donnant directement dans la baie de l'Aiguillon.

Depuis cette date, presque 30 ans se sont écoulés et, malgré les entretiens réguliers et les améliorations apportées, les portes à la mer du Curé nécessitent aujourd'hui une restauration plus importante et plus approfondie. Entre temps, la tempête Xynthia a également fait son œuvre puisque les vagues sont passées par-dessus cet ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par le SIEAGH du Curé, à l'aide des moyens humains mis à disposition par le Syndicat mixte de coordination hydraulique du Nord Aunis (SYHNA).

Localisation du projet :

Commune de Charron (17).

Descriptif technique de l'opération :

Le SIEAGH du Curé souhaite restaurer ses vannes à double vantelles, changer ses portes à flot et réaliser des aménagements complémentaires autour de l'ouvrage.

Le canal du Curé étant classé en liste 2 dans ce secteur, le SIEAGH du Curé souhaite également intégrer dans son projet les conclusions de l'étude spécifique menée par le SYHNA dans le cadre du Contrat restauration entretien zone humide (CREzh) du Nord Aunis et qui portait sur l'amélioration de la franchissabilité piscicole. Une étude complémentaire sera néanmoins réalisée sur ce point dans le cadre de l'opération.

Calendrier prévisionnel :

Date de début de réalisation : été 2013

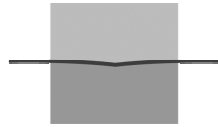
Date de fin de réalisation : été 2015

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
Etude continuité écologique	8 700 €
Travaux	145 000 €
Animation SYHNA	3 100 €
TOTAL	156 800 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux	Montant en € TTC
EPMP (PITE)	32,65 %	51 200 €
Département de la Charente-Maritime (17)	47,35 %	74 240 €
<i>Autofinancement</i>	20,00 %	31 360 €
TOTAL	100 %	156 800 € TTC



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : ASA de l'Ile d'Elle (*demande portée par le Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes*)

Intitulé de l'opération : Réfection d'ouvrages de gestion hydraulique et stabilisation de berges

Référence de l'opération : 2013-106

Contexte et objectif de l'opération :

L'Association Syndicale de l'Ile d'Elle possède sur son territoire plusieurs ouvrages hydrauliques créés dans les années 1960, notamment la vanne de la Cale du Port ainsi que la vanne du Port du Gué.

D'importantes fuites ont été remarquées sur ces deux vannes. Des travaux de réfection devront être engagés rapidement.

Situés en connexion directe avec la rivière Vendée, ces ouvrages ont trois fonctions principales :

- le soutien d'étiage,
- l'évacuation des eaux pluviales,
- la protection contre les crues de la rivière Vendée.

L'opération concerne ici la réfection des deux vannes et des ensembles de manœuvre associés.

Lieu de réalisation :

Communes de la Taillée (vanne du Port du Gué) et de l'Ile d'Elle (vanne de la Cale du Port).

Description technique :

Vanne du Port du Gué :

Renouvellement de la porte à l'identique en azobé éco-certifié ; remise en état des ensembles mécaniques (crics crémaillères et boîtes de renvoi) ; changement des coulisseaux en matériau PEHD.

Des effondrements de berges sont apparus en rive droite à l'aval immédiat de l'ouvrage. Etant sur un ilot calcaire, un enrochement en technique mixte (végétalisation du pied jusqu'en haut de berge) sera réalisé.

Vanne de la cale du Port :

Renouvellement de la porte avec une vanne en acier redimensionné par rapport au gabarit du fossé (2-3m de large) ; réfection des ensembles de manœuvre ; mise en applique sur les maçonneries existantes avec plaque en PEHD.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Date de début de réalisation : Printemps 2013.

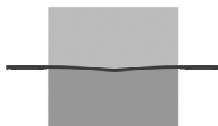
Date de fin de réalisation : Printemps 2014.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
Réfection de la vanne du Port du Gué	40 414,30 €
Stabilisation de berges de l'ouvrage du Port du Gué	5 792,00 €
Réfection de la vanne de la Cale du Port	4 750,00 €
TOTAL	50 956,30 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux	Montant en € HT
EPMP (PITE)	40,8 %	20 800,00 €
Département de la Vendée (CG 85)	19,1 %	9 750,00 €
<i>Autofinancement - ASA de Vix</i>	<i>40,1 %</i>	<i>20 406,30 €</i>
TOTAL	100 %	50 956,30 € HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : ASA des Marais Desséchés de Vix (*présenté par le Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes*)

Intitulé de l'opération : Stabilisation de berges et perrés de l'ouvrage de la Grande Cabane

Référence de l'opération : 2013-107

Contexte et objectif de l'opération :

L'ouvrage de la Grande Cabane est prolongé dans sa partie aval de perrés bétonnés (sur environ 15 ml), puis de quatre étages de gabions pierres sur environ 10 ml. Ces installations datent des années 1960, et l'état des parties immergées est dégradé (grillages des gabions éventrés, parois bétonnées fissurées).

Mais la préoccupation principale se situe sur l'affouillement et la sape du pied de digue (sur les deux rives), provoquées par les forts remous lorsque les pompes fonctionnent. Ce phénomène est également lié à la disparition des ceintures d'hélophytes et de ripisylves. Une fois l'érosion entamée, les berges présentent un profil abrupt dépourvu de végétation. Sans intervention, le phénomène perdure et les digues peuvent rompre à court terme.

Il est également nécessaire de souligner l'importance de ces ouvrages. Les évacuations des eaux de crues des marais desséchés de Vix transitent toutes par la station de pompage de la Grande Cabane, et en cas de rupture des digues (notamment celle séparant les marais mouillés des marais desséchés), l'ensemble des marais de Vix pourrait être inondé jusqu'aux habitations des bourgs.

Le projet concerne ici la mise en place de gabions et d'enrochements sur 60 ml.

Lieu de réalisation :

Commune de Vix (ouvrage de la Grande Cabane sur le canal de Vix)

Description technique :

Dans le cadre du présent projet, l'érosion importante qui a eu lieu doit faire l'objet d'une restauration de la berge dans son implantation initiale. Elle nécessite donc un apport de matériaux et une stabilisation du pied de berge.

Les hauteurs de marnage étant très importantes (+ 1.50 m lorsque les pompes fonctionnent), l'enrochement doit remonter jusqu'à la crête de digue de sorte à freiner les retours de courants et éviter tout affouillement et sape du pied de digue.

La proposition technique est mixte :

- stabilisation du pied de berge par enrochement et pose de gabions,
- restauration de la berge au droit de son tracé initial avec apports de matériaux.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Date de début de réalisation : automne 2013

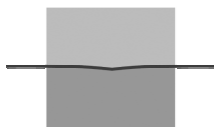
Date de fin de réalisation : automne 2014

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
Stabilisation de berges par enrochement <i>Ouvrage de la Grande Cabane sur 60 ml</i>	30 000 €
TOTAL	30 000 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux	Montant en € HT
EPMP (PITE)	35 %	10 500 €
Département de la Vendée (CG 85)	25 %	7 500 €
<i>Autofinancement - ASA de Vix</i>	40 %	12 000 €
TOTAL	100 %	30 000 € HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Syndicat Hydraulique du Nord Aunis (SYHNA)

Intitulé de l'opération :

Etude de faisabilité pour l'automatisation d'ouvrages avec télémesure et télégestion

Référence de l'opération : 2013-108

Contexte et objectif de l'opération :

La télégestion désigne un ensemble de solutions technologiques permettant de piloter à distance des installations autonomes géographiquement dispersées. Ce type d'équipement peut ainsi permettre à l'exploitant d'un ouvrage d'être alerté en cas de problème technique, d'enregistrer le fonctionnement des équipements surveillés (pompes, vannes...) ou de suivre en permanence l'état d'un réseau, d'analyser son comportement et d'en optimiser la gestion par l'établissement de bilans périodiques.

Actuellement, un système de gestion de l'ouvrage des portes du Curé par télémesure et télégestion est mis en place. Concernant l'ouvrage de la Banche, un système de télémesure permet de suivre le niveau d'eau.

Afin d'optimiser la prévention contre les risques naturels, la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'automatisation de certains ouvrages avec télémesure, dans une première phase, puis télégestion sera réalisée. Un autre volet de l'étude sera consacré à la motorisation des ouvrages afin d'en faciliter la gestion, tant au quotidien qu'en période de crise. Cette étude permettra de définir précisément les ouvrages prioritaires (pour exemples : ouvrage de Villedoux, porte de La Chaudière, porte de Cravans-La Brie, ouvrage de La Brune), les modalités de mise en place ainsi que le coût estimatif.

Cette étude de faisabilité sera une première étape avant la mise en place éventuelle de cette action dans le cadre du PAPI complet.

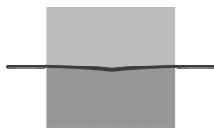
La mise en place d'un tel système permettra de suivre les évolutions de niveau d'eau et, si nécessaire, de manœuvrer les ouvrages à distance avant, pendant et après un phénomène majeur. En cas de coupure d'électricité lors d'un événement majeur, il faudrait cependant prévoir une organisation pour les manœuvres manuelles à entreprendre.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
- Analyse du besoin et définition des objectifs retenus au regard des enjeux en présence	2 690 €
- Caractérisation des équipements en place et analyse de leur état	1 180 €
- Elaboration d'un programme de travaux (y compris réflexion sur l'automatisation des ouvrages)	2 700 €
- Réunion de présentation du programme	310 €
- Mise en forme du dossier et duplication	320 €
TOTAL	7 200 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux	Montant en € HT
EPMP (PITE)	60 %	4 320 €
Conseil général de la Charente-Maritime	20 %	1 440 €
Autofinancement	20 %	1 440 €
TOTAL	100 %	7 200 € HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Syndicat Hydraulique du Nord Aunis (SYHNA)

Intitulé de l'opération :

Mise en place d'un système afin de suivre les données de télémesure

Référence de l'opération : 2013-109

Contexte et objectif de l'opération :

Dans le cadre du programme d'actions du PAPI d'intention du Nord Aunis, une étude de faisabilité pour l'automatisation de certains ouvrages avec télémesure puis télégestion a été élaborée.

A l'heure actuelle, les ouvrages à la mer du Curé et de la Banche sont électrifiés, motorisés et équipés d'éléments de télémesure consultables à distance. Huit autres ouvrages ont été identifiés pour être électrifiés, motorisés et équipés d'éléments de télémesure consultable à distance.

L'objectif est de mettre en place un système qui permettra de recevoir et de centraliser les données de télémesure.

Localisation du projet :

Charron, Esnandes et Villedoux (17).

Descriptif technique de l'opération :

Ce système passera par des liaisons GSM (carte SIM) et nécessitera :

- La création d'une page web sur laquelle il sera possible de se renseigner, au moyen de codes d'accès personnalisés, sur les niveaux d'eau et amont et en aval des dix ouvrages,
- L'abonnement annuel au service GSM pour les dix sites,
- L'hébergement et l'archivage des données,
- La souscription à une assistance HOT-LINE.

La mise en place d'un tel système permettra donc de suivre les évolutions de niveau d'eau. Ces données viendront alimenter la cellule de surveillance et d'alerte.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en €
- création d'une page web pour les 10 ouvrages dès 2014,	17 940 €
- abonnement service GSM, l'hébergement et l'archivage des données et l'assistance Hot line (2 100 €HT/ouvrage/an) soit 6 ouvrages en 2014, 7 ouvrages en 2015 et 10 ouvrages en 2016, 2017, 2018 et 2019	133 115 €
TOTAL	151 055 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Financiers	Taux	Montant en €
EPMP (PITE)	30 %	45 316,50 €
ETAT	50 %	75 527,50 €
Autofinancement	20 %	30 211,00 €
TOTAL	100 %	151 055 € HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Syndicat Hydraulique du Nord Aunis (SYHNA)

Intitulé de l'opération :

Etude de gestion des inondations par débordements de cours d'eau sur la commune de Marans

Référence de l'opération : 2013-110

Contexte et objectif de l'opération :

La commune de Marans est soumise à deux aléas : marin et fluvial. Du fait de la présence de la Sèvre niortaise, qui traverse notamment le bourg de Marans, la commune est fortement soumise à l'aléa fluvial. Les diverses modélisations hydrauliques réalisées, sur l'ensemble du bassin de risque, dans le cadre du PAPI complet du Nord Aunis ont permis de mettre en évidence que le risque inondation était à dominante fluviale sur la commune de Marans.

Dans le cadre de ce PAPI du Nord Aunis, une réflexion a été menée sur la mise en place d'un dispositif de protection des communes (notamment littorales d'Esnandes et Charron, fortement vulnérables) d'une submersion marine. Toutefois, le développement d'un tel système de protection doit répondre à l'objectif de non-aggravation du risque sur la commune de Marans. Aussi, cette notion de non-aggravation a été prise en considération dans la mise en place de ces aménagements.

L'objectif de cette action est d'engager une étude pour affiner la gestion d'une inondation par débordement de cours d'eau sur la commune de Marans. Cette étude comprendra deux volets :

VOLET 1 : réalisation de modélisations hydrauliques afin de mieux appréhender le fonctionnement de la Sèvre niortaise

- Etudier, aux moyens de modélisations hydrauliques fines, de quelle façon Marans serait impactée par divers aléas exclusivement fluviaux (crue décennale, crue de 1982, crue centennale...).

VOLET 2 : exploitation des modélisations hydrauliques afin d'envisager des aménagements permettant de réduire le risque d'inondation fluviale sur la commune de Marans

- Définir la gestion de telles crues fluviales, en amont de la crue, par la mise en place d'aménagements (ouvrages, digues) et/ou d'une politique de gestion.
- Les aléas de concomitance (marin/fluvial) ont été étudiés pour la réalisation de ce PAPI. Les aménagements de défense contre l'inondation préconisés devront être couplés aux aménagements prévus pour protéger Marans de l'aléa marin afin de définir la gestion des ouvrages hydrauliques à mettre en place dans le cadre d'une concomitance d'aléas.

- ⇒ Aussi, l'objectif de cette étude est d'étudier de manière détaillée, la protection spécifique à mettre en place pour protéger la commune de Marans d'un aléa fluvial.
- ⇒ Il convient de préciser que les ouvrages envisagés dans le cadre de la protection de Marans vis-à-vis de l'aléa marin devront être transparents et ne devront pas être un obstacle à une crue fluviale.

Localisation du projet :

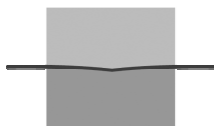
Marans (17).

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en €
Volet 1 : Réalisation de modélisations hydrauliques	119 600 €
Volet 2 : Exploitation des modélisations hydrauliques	59 800 €
TOTAL	179 400 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Financiers	Taux	Montant en €
EPMP (PITE)	30 %	53 820 €
ETAT	50 %	89 700 €
<i>Autofinancement</i>	20 %	35 880 €
TOTAL	100 %	179 400 € HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Syndicat Mixte Marais Poitevin, bassin du Lay

Intitulé de l'opération : Réserves de substitution du bassin du Lay (1 réserve)

Référence de l'opération : 2013-111

Contexte et objectif de l'opération : Les nappes sédimentaires du bassin du Lay sont classées en Zone de Répartition des Eaux. La disposition 7 C 4 du SDAGE a fixé un volume prélevable printemps-été de 4,8 Mm³. Ce volume n'a pas été modifié dans le SAGE Lay. Pour atteindre cet objectif et améliorer la gestion quantitative, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne propose la mise en place de Contrat Territorial Gestion Quantitative (CTGQ).

Le contrat territorial doit ainsi reprendre l'ensemble de « la boîte à outils » qui a été définie par le préfet coordonnateur du Marais poitevin, et qui est repris dans le SAGE SNMP, à savoir :

- L'adaptation des assolements,
- L'amélioration des techniques d'irrigation
- Les mesures agro-environnementales en faveur de la « réduction des surfaces irriguées »,
- La mise en place de réserves de substitution dans le cadre d'une gestion collective.

La demande de financement présentée ci-dessous concerne le dernier volet de la boîte à outil.

Sur ce bassin le CTGQ signé le 13 août 2012 définit un programme global qui vise la substitution à l'échelle du bassin versant de 2,4 Mm³, répartie en 5 réserves. Les prélèvements printemps-été sur la nappe seront ramenés à 4,18 Mm³, allant ainsi au-delà de l'objectif inscrit dans le SDAGE (4,8 Mm³).

Le projet est mutualisé et concerne 104 exploitations. La gestion collective de l'ensemble des prélèvements sera sous la responsabilité de l'EPMP en tant qu'OUGC. Cumulés à 20% d'économies d'eau, ce projet réduira de 50% les prélèvements printemps été estivaux permettra une meilleure protection des zones humides.

La présente demande porte sur la première tranche d'un projet de 5 réserves de substitution d'eau d'irrigation. La tranche 1.1 porte sur un volume de 0,465 Mm³ en 1 réserve : Magnils Régniers est.

Localisation du projet : Commune de Magnils Régniers

Il est nécessaire de rappeler le contexte organisationnel et territorial

- Le Projet fait l'objet d'un Contrat Territorial Gestion Quantitative signé le 13 août 2012 entre l'Agence de l'Eau, la Chambre d'agriculture, le Syndicat Mixte et l'Etablissement Public du Marais Poitevin

- Le CTGQ a reçu un avis favorable de la CLE Lay en mai 2012,

- La demande d'autorisation et déclaration d'intérêt général ont été cosignées en février 2013 par le Syndicat Mixte et l'EPMP. L'enquête publique a lieu du 1^{er} juillet au 31 juillet 2013, et a reçu un avis favorable le 31 août 2013,

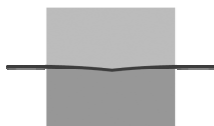
- Le projet sera réalisé et géré dans le cadre d'une délégation de service publique à contractualiser en novembre 2013,
- Le projet répond au contexte de la Mission Parlementaire relative à la gestion quantitative de l'eau en agriculture remise en juin 2013 (Mission Martin).

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
Réserves + remplissage	1 879 737,00 €
Acquisitions foncières	74 090,00 €
Mesures accompagnements	25 732,00 €
MO réserves + remplissage + accompagnement	147 168,79 €
Etudes complémentaires	45 000,00 €
Distribution	516 784,00 €
MO distribution	26 872,77 €
Animation du dispositif	Non prise en compte
TOTAL	2 727 979,86 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux en %	Montant en € HT
ETAT-EPMP	2,40 %	65 531,97 €HT
EUROPE	18,85 %	514 112,31 €HT
AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE	53,00 %	1 445 850,00 €HT
DEPARTEMENT	5,28 %	144 157,20 €HT
AUTOFINANCEMENT	20,47 %	558 328,38 €HT
TOTAL	100 %	2 727 979,86 €HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes

Intitulé de l'opération : Réserves de substitution du bassin de la Vendée (2 réserves)

Référence de l'opération : 2013-112

Contexte et objectif de l'opération : Les nappes sédimentaires du bassin de la Vendée sont classées en Zone de Répartition des Eaux. La disposition 7C4 du SDAGE a fixé un volume prélevable printemps-été de 8,34 Mm³. Ce volume n'a pas été modifié dans le SAGE SNMP mais il est précisé, mesure 5D3, qu'en cas de mise en place de contrats territoriaux l'échéance est repoussée au plus tard à 2021. Pour atteindre cet objectif et améliorer la gestion quantitative, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne propose la mise en place de Contrat Territorial Gestion Quantitative (CTGQ).

Le contrat territorial doit ainsi reprendre l'ensemble de « la boîte à outils » qui a été définie par le préfet coordonnateur du Marais poitevin, et qui est repris dans le SAGE SNMP, à savoir :

- L'adaptation des assolements,
- L'amélioration des techniques d'irrigation
- Les mesures agro-environnementales en faveur de la « réduction des surfaces irriguées »,
- La mise en place de réserves de substitution dans le cadre d'une gestion collective.

La demande de financement présentée ci-dessous concerne le dernier volet de la boîte à outil.

Sur ce bassin le CTGQ signé le 13 août 2012 définit un programme global qui vise la substitution à l'échelle d'un bassin versant de 5,2 Mm³, répartie en 10 réserves. Les prélèvements printemps-été sur la nappe seront ramenés à 6,3 Mm³, allant ainsi au-delà de l'objectif inscrit dans le SDAGE (8,34 Mm³).

Le projet est mutualisé et concerne 183 exploitations. La gestion collective de l'ensemble des prélèvements sera sous la responsabilité de l'EPMP en tant qu'OUGC. Cumulés à 20% d'économies d'eau, ce projet réduira de 60% les prélèvements printemps-été estivaux permettra une meilleure protection des zones humides.

La présente demande porte sur la première tranche d'un projet de 10 réserves de substitution d'eau d'irrigation.

La tranche 1.1 porte sur un volume de 1,366 Mm³ réparti en deux réserves : Ste Gemme la Plaine et Mouzeuil St Martin.

Localisation du projet : Communes de Ste Gemme la Plaine et Mouzeuil St Martin

Il est nécessaire de rappeler le contexte organisationnel et territorial

- Le Projet fait l'objet d'un Contrat Territorial Gestion Quantitative signé le 13 août 2012 entre l'Agence de l'Eau, la Chambre d'agriculture, le Syndicat Mixte et l'Etablissement Public du Marais Poitevin
- Le CTGQ a reçu un avis favorable des CLE Sèvre Niortaise et Vendée en mars 2012,

- La demande d'autorisation et déclaration d'intérêt général ont été cosignées en mars 2013 par le Syndicat Mixte et l'EPMP. L'enquête publique a lieu du 12 août au 18 septembre 2013,
- Le projet sera réalisé et géré dans le cadre d'une délégation de service publique à contractualiser en novembre 2013,
- Le projet répond au contexte de la Mission Parlementaire relative à la gestion quantitative de l'eau en agriculture remise en juin 2013 (Mission Martin).

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
Réserves + remplissage	4 685 665,53 €
Acquisitions foncières	188 370,06 €
Mesures accompagnements	60 412,14 €
MO réserves + remplissage + accompagnement	355 509,95 €
Etudes complémentaires	90 000,00 €
Distribution	1 727 691,10 €
MO distribution	89 839,94 €
Animation du dispositif	Non prise en compte
TOTAL	7 197 488,72 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux en %	Montant en € HT
ETAT-EPMP	6,37%	458 424,92 €HT
EUROPE	14,02%	1 009 122,17 €HT
AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE	52,32%	3 765 970,38 €HT
DEPARTEMENT	5,69%	409 800,00 €HT
AUTOFINANCEMENT	21,59%	1 554 171,25 €HT
TOTAL	100,00%	7 197 488,72 €HT



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Commune de Nalliers

Intitulé de l'opération : Contrat Natura 2000 – Aménagement hydro-pastoral du communal de Nalliers

Référence de l'opération : 2012 - 321

Contexte et objectif de l'opération :

Le communal de Nalliers d'une superficie de 106 ha accueille chaque année des troupeaux mixtes de bovins et chevaux, à raison de 280 têtes de bétail. Le parc de contention est un outil de manutention indispensable pour les entrées et sorties des animaux ainsi que pour les inspections et soins sanitaires à leur entrée. Le parc actuel est obsolète et dangereux. Son remplacement est devenu indispensable.

Le communal de Nalliers fait partie des 18 communaux en gestion collective du Marais poitevin. C'est un des fleurons de la zone humide en termes de paysage et de biodiversité. Sa préservation et sa valorisation s'appuient sur le pâturage plurispécifique.

Ainsi la réfection du parc de contention du communal de Nalliers sera accompagnée d'une réflexion sur la gestion de l'eau par l'installation ou la reprise d'ouvrages de petite hydraulique permettant une expression optimale du potentiel écologique de cet espace remarquable. Ce travail autour de la gestion de l'eau aboutira à l'élaboration d'un protocole de gestion de l'eau entre l'EPMP et la commune de Nalliers.

Localisation du projet : Marais communal de la commune de Nalliers (85 370)

Descriptif technique de l'opération :

- Achat des composants du nouveau parc, réalisés sur mesure ainsi que la démolition de l'installation existante et le terrassement puis l'installation et le montage de la nouvelle structure.
- Suppression, création et réfection de micro-ouvrages hydrauliques

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € HT
Achat du matériel pour le parc de contention	30 600,00 €
Démolition, terrassement, installation : devis estimatif Mairie	15 598,50 €
Suppression, création et réfection de micro-ouvrages hydrauliques et petits terrassements	13 024,37 €
TOTAL	59 222,87 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux en %	Montant en € HT
EPMP	62,7 %	37 112,19 €
FEADER	11,0 %	6 512,18 €
autofinancement	26,3 %	15 598,50 €
TOTAL	100 %	59 222,87 €



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes

Intitulé de l'opération : Contrat Natura 2000 – Aménagements hydrauliques et écologiques du site de Landelène dans les boucles de la Sèvre Niortaise

Référence de l'opération : 2012 – 322

Contexte et objectif de l'opération :

Le site de Landelène est un site appartenant au CREN Poitou-Charentes. C'est un site majeur pour la reproduction de l'avifaune, en particulier les limicoles. Afin de pérenniser et d'améliorer son potentiel d'accueil, des travaux de restauration écologique sont aujourd'hui nécessaires.

Les travaux proposés concernent la pose d'ouvrages permettant une gestion des niveaux d'eau en adéquation avec les enjeux biologiques du site de Landelène, notamment l'avifaune. Des travaux supplémentaires de terrassement (reprise d'îlots et adoucissements de berges) permettront d'améliorer l'accueil de l'avifaune reproductrice emblématique et patrimoniale de la frange littoral.

Localisation du projet : Site des boucles de la Sèvre Niortaise, commune de Marans (17)

Descriptif technique de l'opération :

L'opération consiste en la pose d'ouvrages hydraulique permettant une gestion plus précise des niveaux d'eau, tout en limitant le dérangement de la faune. Des travaux de terrassement sont prévus afin de créer des îlots de terre et de diversifier les hauteurs d'eau dans les bassins (création de micro relief).

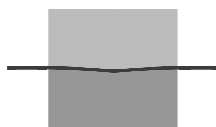
Ces travaux auront lieu à l'automne 2014.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
Pose d'ouvrages hydrauliques	7 338,40 €
Terrassement	7 407,60 €
TOTAL	14 746,00 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux en %	Montant en € TTC
EPMP	57,9 %	8 543,50 €
FEADER	42,1 %	6 202,50 €
TOTAL	100	14 746,00 €



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes

Intitulé de l'opération : Acquisitions foncières de sites remarquables (20 ha)

Référence de l'opération : 2013 - 323

Contexte et objectif de l'opération :

Depuis 1995, le Conservatoire intervient, conformément à une convention cadre passée avec le Parc Interrégional du Marais Poitevin (PIMP) pour assurer la maîtrise foncière des sites jugés d'intérêts majeurs et prioritaires sur le territoire du Marais Poitevin (partie Poitou-Charentes).

Le 02 juin 2004, suite à l'avis positif du conseil scientifique et technique, le conseil d'administration du CREN a décidé d'engager un programme pluriannuel d'acquisition : le PAMP.

Le PAMP est inscrit dans le « Plan d'Action pour le Marais Poitevin » et dans le volet A « pérenniser et conforter les composantes constitutives de la richesse du marais » du DOCOB N2000 Marais Poitevin (fiches actions 6 et 2).

Localisation du projet : Territoire du Marais poitevin

Descriptif technique de l'opération :

Acquisitions respectivement de 9 ha 99 a 83 ca (Marais de Saint hilaire la Palud – Arçais), 3 ha 13 a 85 ca (Marais de la Garete), 0 ha 79 a 76 ca (Marais de Bessines à l'Ouchette), 0 ha 90 a 74 ca (Marais de Saint George de Rex Amuré) et 5 ha 37 a 00 ca (Marais de la Ronde) constituées de parcelles de prairies, de terres incultes, de boisements, de peupleraie et de cultures. Ces parcelles sont actuellement libres de location pour certaines et exploitées par un éleveur déjà fermier d'autre part. Ce dernier renonce à sa préemption agricole car il est favorable à l'acquisition par le CREN (Marais de la Ronde).

Les parcelles libres (sauf les parcelles boisées ou à autre enjeu, qui seront maintenues sans gestion pastorale) seront mises à disposition à un ou des éleveurs pour conforter leurs exploitations. L'attribution sera faite selon des critères particuliers.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
<i>Rétrocessions SAFER</i>	59 432,00 €
<i>Provisions sur frais notariés</i>	3 750,00 €
TOTAL	63 182,01 €

Plan de financement prévisionnel :

Financiers	Taux en %	Montant en € TTC
EPMP	50 %	31 591,00 €
AELB	50 %	31 591,00 €
TOTAL	100 %	63 182,00 €



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Ligue pour la Protection des Oiseaux

Intitulé de l'opération : Etude de la migration postnuptiale du Phragmite Aquatique *Acrocephalus paludicola* en Baie de l'Aiguillon

Référence de l'opération : 2013 - 324

Contexte et objectif de l'opération :

Ce projet est le 3ème volet d'une étude en baie de l'Aiguillon sur le Phragmite aquatique, espèce inscrite à l'annexe 1 de la directive Oiseaux 74/409 CEE, inscrite sur la liste rouge mondiale des espèces menacées d'extinction par l'UICN et faisant l'objet d'un Plan National d'Actions de 2010 à 2014. Le Phragmite aquatique est l'oiseau le plus menacé d'extinction en Europe.

Suite aux deux premiers volets d'études (2011 et 2012) visant l'évaluation des potentialités d'accueil puis la mise en évidence de l'importance des prés salés pour la halte migratoire postnuptiale de cette espèce, il s'avère que les prés salés de la baie de l'Aiguillon sont probablement un des plus importants sites de halte migratoire pour l'espèce entre sa zone de nidification en Europe de l'Est et sa zone d'hivernage africaine.

Un 3ème volet en 2013 a pour objectif de caractériser précisément la migration de l'espèce et d'identifier les différents types d'habitat utilisés. Cette dernière phase d'amélioration des connaissances se clôturera par une analyse des données acquises durant ces 3 années d'étude sous forme d'un rapport de synthèse, puis par une valorisation avec une publication scientifique dans une revue nationale ou internationale et par plusieurs interventions lors de colloques nationaux.

Localisation du projet : Prés salés de la baie de l'Aiguillon et de l'estuaire de la Sèvre Niortaise.

Descriptif technique de l'opération :

1. Etude de la migration :

- Gestion d'une station de baguage quotidiennement entre le 30 juillet et le 3 septembre 2013 côté Vendée de la baie sur les mizottes de Triaize (36 jours) ⇒ données sur la phénologie, les durées de stationnement, la prise de poids, les effectifs en halte.
- Utilisation du protocole d'échantillonnage, de la méthodologie de capture et de récolte de données biométrique demandé par le PNA. La station sera composée de 4 lignes de 6 filets avec utilisation de leurres acoustiques.

2. Etude sur les habitats utilisés :

- Echantillonnage des différents milieux potentiellement utilisés par le Phragmite aquatique sur l'ensemble de la baie et l'estuaire de la Sèvre avec 2 journées de baguage sur 8 stations représentatives et réparties géographiquement (utilisation de 3 lignes de 3 filets) durant le pic de migration de l'espèce entre 5 et le 23 août ⇒ données sur la sélection d'habitat et la répartition géographique des stationnements en baie de l'Aiguillon.

3. Bagueurs et aide technique :

▪ Opérations de captures et baguages sous la responsabilité des quatre bagueurs agréés du CRBPO : Julien Gonin (LPO17), Fabien Mercier (LPO 17), Frédéric Corre (RNN BA), Philippe Aubry (Hirus), + 1 bagueur en formation : Emmanuel Joyeux (RNN BA) + bénévole(s) ou stagiaire(s) (LPO17 et/ou RNN Baie de l'Aiguillon).

4. Résultats attendus :

- ✓ Effectifs de Phragmite aquatique en halte sur le site ainsi que les espèces associées (Gorgebleue à miroir, Bruant des roseaux et autres migrants transsahariens).
- ✓ Répartition géographique des captures sur l'ensemble de la baie et détermination de secteurs et d'habitats utilisés préférentiellement.
- ✓ Phénologie de passage.
- ✓ Durées de stationnement.
- ✓ Prise de poids.
- ✓ Contrôles d'oiseaux déjà bagués en France et/ou à l'étranger.

5. Valorisation de l'étude :

- Rédaction d'un rapport de synthèse sur les résultats des 3 volets de l'étude de 2011 à 2013.
- Publication scientifique des résultats des 3 années d'études dans une revue nationale ou internationale.
- Présentation orale des résultats des 3 années d'études lors de colloques nationaux.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
Préparation de l'étude de terrain, réalisation des captures, baguage et mesures sur les oiseaux, synthèse et analyse des données, rédaction d'un rapport et publication scientifique.	10 777,00 €
TOTAL	10 777,00 €

Plan de financement prévisionnel :

Financeurs	Taux en %	Montant en € TTC
EPMP	100 %	10 777,00 €
TOTAL	100 %	10 777,00 €



Etablissement public
du Marais poitevin

PROGRAMME DES INTERVENTIONS TERRITORIALES DE L'ETAT (PITE) 2013

Demande de subvention

Demandeur : Etablissement public du Marais poitevin

Intitulé de l'opération : Constitution d'une réserve foncière proche de la Cuvette de Nuaillé d'Aunis

Référence de l'opération : 2013 - 325

Contexte et objectif de l'opération :

Dans le cadre de la convention EPMP-SAFER relative au territoire de la cuvette de Nuaillé d'Aunis, l'objectif de cette opération est de constituer une réserve foncière. Cette acquisition de 10 ha s'inscrit dans la continuité de la première acquisition de 20 ha en cours de finalisation sur la commune de St Sauveur d'Aunis. L'objectif est ensuite de pouvoir opérer une mobilité foncière avec les terres basses cultivées dans la cuvette.

Localisation du projet :

Les 10 ha de terres hautes correspondent à la vente DELON et HILLAREAU, les biens étant situés sur la commune de Saint Sauveur d'Aunis.

Descriptif technique de l'opération :

Cette opération foncière se déroulera en deux temps :

- préfinancement à la SAFER pour l'acquisition des 10 ha de terres hautes situées à proximité de la cuvette de Nuaillé d'Aunis,
- opération d'échange de biens pour envisager une remise en herbe des parcelles cultivées localisées dans les parties les plus basses de la cuvette.

Montant des dépenses prévisionnelles :

Dépenses estimées	Montant en € TTC
Préfinancement à la SAFER de l'acquisition des biens DELON et HILLAREAU. Les dépenses comprennent les éléments suivants : Prix principal, frais notarié, frais SAFER, éventuels frais de stockage (pour la période allant de la date d'acquisition par la SAFER à la date de préfinancement par l'EPMP)	37 214,76 €
TOTAL	37 214,76 €

Plan de financement prévisionnel :

Financiers	Taux en %	Montant en € TTC
PITE	80%	29 771,81 €
EPMP (fonds propres)	20%	7 742,95 €
TOTAL		37 214,76 €